

DECLARATION

Algérie : sur l'accélération du processus d'adhésion à l'OMC et les droits des travailleurs

mardi 21 octobre 2014, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 octobre 2014).

Alors que la rentrée sociale a été marquée par l'annonce de projets visant l'accentuation du cours libéral à travers le projet du nouveau code du travail, le projet de nouvelle loi sanitaire et l'accélération du processus d'adhésion à l'OMC, les manifestations des policiers dans plusieurs villes viennent rappeler la fragilité du consensus de façade entre les factions au pouvoir, illustré par le 4^e mandat, et les ravages sociaux des politiques libérales au sein même des sans grades des corps constitués.

Au-delà des revendications socioprofessionnelles et le droit légitime à constituer un syndicat, la mobilisation des policiers dénonce l'arrogance des barrons importateurs, mettent en évidence l'échec de la politique répressive du pouvoir face aux contestations sociales et remettent en cause leur hiérarchie synonyme de passe droits et de népotisme. Mais ce droit de manifester doit être aussi reconnu aux autres catégories de la société.

Le projet du nouveau code du travail aggrave d'avantage l'exercice du droit syndical, du droit de grève et précarise le droit au travail par la généralisation de CDD et la remise en cause des acquis des travailleurs. Le projet de la nouvelle loi sanitaire menace de démanteler la médecine gratuite et ouvre la voie à la privatisation du secteur. L'adhésion à l'OMC, sont un gage du pouvoir de Bouteflika aux grandes puissances (France, Etats-Unis), qui participent par le biais des sociétés étrangères à la dilapidation des richesses nationales. Faut-il rappeler le rôle de ces sociétés (Saipem, Haliburton, SNC Lavain...), dans les scandales successifs de corruption à Sonatrach et ailleurs ?

Ces options constituent une attaque frontale contre les acquis des travailleurs et des masses populaires et hypothèquent l'avenir de notre pays et son indépendance. Ces projets prouvent que, même si Bouteflika est momifié, le pays est gouverné par le régime libéral deBouteflika.

Les partis et les coalitions de l'opposition « démocratique », qui font partie du consensus libéral, sont trop préoccupés à quémander une quelconque transition pour participer au pouvoir. Ils ne revendiquent pas la souveraineté du peuple, source de toute légitimité.

Les travailleurs et les masses populaires font tous les jours l'expérience de leurs luttes et ils savent que leur unité, leur solidarité et leur organisation indépendante est la seule voie pour défendre leurs acquis et exiger une autre politique. Les militants de la classe ouvrière et le mouvement syndical sont appelés plus que jamais à unir leurs forces pour construire une convergence démocratique anti libérale et anti impérialiste.

- Mobilisons nous contre le nouveau code du travail, la loi sanitaire !

- Non à l'adhésion à l'OMC. Exigeons un débat national et démocratique !
- Pour une assemblée constituante représentative des travailleurs et des opprimés !

La direction nationale du PST,
Alger, le 17 octobre 2014
